

RAPPORTS DU
COMMISSAIRE AUX
COMPTES

*FIBOIS CENTRE VAL DE
LOIRE*

31/12/2024

..*.*.*
.*.*.*.*

SOMMAIRE

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS

RAPPORT SPECIAL

FIBOIS CENTRE VAL DE LOIRE
Association
Siège social : 2163 AVENUE DE LA POMME DE PIN
45075 ORLEANS CEDEX 2
SIRET : 40875052900039

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31/12/2024

À l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FIBOIS CENTRE VAL DE LOIRE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association FIBOIS CENTRE VAL DE LOIRE à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance associative

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les

informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ORLÉANS, le 2 juin 2025
Le Commissaire aux comptes
ORCOM AUDIT,



Thomas VATINEL
Associé

FIBOIS CENTRE VAL DE LOIRE

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations corporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL					
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
		Inst.techniques, mat.out.industriels	9 173	8 187	986	1 147
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes						
TOTAL		9 173	8 187	986	1 147	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	1 500		1 500	1 500	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres					
TOTAL		1 500		1 500	1 500	
Total I		10 673	8 187	2 486	2 647	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	11 347		11 347	60 543
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	376 195		376 195	228 210
		TOTAL	387 543		387 543	288 753
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	440 624		440 624	458 896
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾		1 307		1 307	872	
Total II		829 475		829 475	748 521	
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		840 149	8 187	831 961	751 168	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	367 267	369 226
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	16 405	-1 959
	Situation nette (sous-total)	383 672	367 267
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		383 672	367 267
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	259 386	234 935
Total II		259 386	234 935
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total III			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	22 977	58 946
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	101 457	90 019
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	64 467	
Total IV		188 903	148 966
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		831 961	751 168
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	57 247	58 860
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	7 888	31 053
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	629 576	596 343
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	5 054	900
	Utilisations des fonds dédiés	234 935	245 437
	Autres produits	0	1 415
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	934 702	934 009
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	175 891	211 233
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	1 977	1 990
	Salaires et traitements	360 707	364 794
	Charges sociales	128 485	126 480
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 010	1 254
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	259 386	234 935
	Autres charges	626	9
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	928 085	940 698
	1. Résultat d'exploitation (I-II)	6 617	-6 688

FIBOIS CENTRE VAL DE LOIRE

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	10 898	6 031
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	10 898	6 031
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		10 898	6 031
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		17 516	-657
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		1 111	1 302
Total des produits (I + III + V)		945 601	940 040
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		929 196	942 000
EXCÉDENT OU DÉFICIT		16 405	-1 959
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- Organiser et développer des relations professionnelles cohérentes et solidaires entre les différents acteurs de l'économie forestière et du bois.
- Développer la recherche et l'organisation de transferts technologiques vers les différents acteurs de la filière.
- Avoir vocation à être maître d'ouvrage d'études, d'expertises, de recherches ou d'opérations de formation, de développement ou de communication afin de promouvoir toutes les richesses naturelles et économiques de la filière.
- Être étroitement associée aux travaux des instances, organisations publiques et privées, qui militent en faveur de l'emploi, de la formation, de la recherche et de l'économie sociale et culturelle où la forêt et le bois sont autant porteurs de nouveautés que de traditions.
- Contribuer au développement économique des entreprises industrielles, P.M.I., P.M.E. et artisanales de la filière.
- Apporter un concours actif aux prescripteurs, conseils, concepteurs et utilisateurs de bois d'œuvre, bois d'industrie et bois énergie.
- Pour atteindre ces objectifs, l'Association pourra s'associer à d'autres interprofessions régionales ou tout autre partenaire ;

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Nature et périmètre des activités

En 2024, Fibois a mis en œuvre la stratégie et le programme d'actions définis dans le Plan Régional Forêt Bois 2019-2029, le CAP Filière Forêt Bois 2023-2027 établi avec le Conseil régional et les Conventions ADEME 2021-2024 et 2024-2027. La stratégie de filière s'est déployée selon quatre axes :

- Développer les marchés et l'utilisation des bois locaux,
- Appuyer les projets de développement des entreprises,
- Mobiliser plus de bois dans le cadre d'une gestion durable de la forêt et de son adaptation au changement climatique,
- Adapter la forêt au changement climatique.

Cette stratégie a été déployée auprès des maîtres d'ouvrages publics et privés, et de l'ensemble des acteurs de la filière forêt bois régionale.

3 Description des moyens mis en œuvre

21 actions ont été menées en 2024.

Anaïs COLIN a été recrutée pour développer l'utilisation du bois dans la construction en remplacement de Fanny FLAMERMONT qui a quitté Fibois.

Nous avons créé la Maison du Bois et des Biosourcés à Tours pour faciliter la mise en œuvre de la RE2020 dans le bâtiment.

Nous avons signé un PACTE Bois Biosourcés avec 14 grands maîtres d'ouvrage pour identifier leurs intentions de construction avec les biosourcés, les former, les accompagner à leur bonne utilisation, et préparer les entreprises de constructions bois à cette demande croissante.

Une étude sur la GPEC dans la filière forêt bois régionale a été déployée par Paul Morisset qui a aussi accompagné le projet de recherche ARD Sycomore et sa déclinaison opérationnelle, ERABLE.

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture.

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Il n'y a pas eu d'évènements ou de faits significatifs sur l'exercice.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Il n'y a pas eu d'évènements ou de faits significatifs postérieurs à la clôture.

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changement de méthode comptable

Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable.

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction, ni d'erreur significative.

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

6 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

6.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	1 726	-	-	-	1 726
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-	-	-
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	12 190	849	5 591	-	7 448
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
Total III		13 916	849	5 591	-	9 174
Immobilisations financières	Participations	1 500	-	-	-	1 500
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	-	-	-	-	-
Total IV		1 500	-	-	-	1 500
Total général		15 416	849	5 591	-	10 674

6.1.1.1 Aménagement du cadre général – Augmentations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles			849		
Immobilisations financières					
TOTAL			849		

6.1.1.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					5 591
Immobilisations financières					
TOTAL					5 591

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations	Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-
	Constructions	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	1 726	-	1 726
	Install. générales, ag. Am. divers	-	-	-
	Matériel de transport	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	11 043	1 011	6 462
	Immo. Grevées de droits	-	-	-
Total III		12 768	1 011	5 591
Total général		12 768	1 011	5 591
				8 188

6.1.2.1 Aménagement du cadre général - Augmentations

Augmentations (Dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles		1 011		
TOTAL		1 011		

Catégories d'immobilisations	Postes du résultat avec dotation		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles	1 011		
TOTAL	1 011		

6.1.2.2 Aménagement du cadre général - Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			5 591
TOTAL			5 591

6.1.2.3 Modalités d'amortissements

Type d'immobilisation	Mode	Durée
Installations techniques, matériel et outillage	Linéaire	7 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 10 ans

6.1.2.4 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	-	-	-	-	-	-
Corporelles	12 768	1 011	-	5 591	-	8 188
TOTAL	12 768	1 011	-	5 591	-	8 188

6.2 Actif immobilisé

6.2.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance d'exploitation s'élèvent à 1307,62 €.

6.3 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tier financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.3.1 Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	369 227	- 1 960			367 267
Excédent ou déficit de l'exercice	- 1 960	1 960	16 405		16 405
Situation nette	367 267	0	16 405		383 672
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	367 267	0	16 405		383 672

6.4 Fonds reportés et fonds dédiés

6.4.1 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « Utilisation des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat.

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations	234 936	259 386	234 936			259 386	
Subvention Conseil Régional CAP FORET BOIS 5G ACTIONS 2023	49 504		49 504				
Subvention Conseil Régional CAP FORET BOIS 5G Animations et Sycomore	43 251		43 251				
Subvention ADEME 2023	55 760		55 760				
Subvention Conseil Régional et FEDER Environnement	41 421	41 420	41 421			41 420	
Subvention DRAAF 2023	45 000		45 000				
Subvention Conseil Régional CAP FORET BOIS 5G ACTIONS 2024		121 866				121 866	
Subvention ADEME 2024		40 000				40 000	
ADEVBOIS 2024		45 000				45 000	
DREETS ADEC 2024		11 100				11 100	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	234 936	259 386	234 936			259 386	

6.5 Dettes

6.5.1 Précisions sur d'autres dettes

6.5.1.1 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance d'exploitation s'élèvent à 64 467.60 € sur l'exercice.

6.6 Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	11 348	11 348	
	Autres	376 196	376 196	
Charges constatées d'avance		1 308	1 308	
TOTAL		389 044	389 044	

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		22 978	22 978		
Dettes fiscales et sociales		101 458	101 458		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-	-		
Autres dettes		-	-		
Produits constatés d'avance		64 468	64 468		
TOTAL		188 904	188 904		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physique à la clôture	

7 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

7.1 Produits du compte de résultat

7.1.1 Produits de tiers financeurs

7.1.1.1 Subventions d'exploitations

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

7.1.1.2 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics					
Subvention d'exploitation		198 000	307 057		124 520
Subvention d'investissement					

7.2 Contributions volontaires

Les contributions volontaires en nature concernent le temps passé par les membres du conseil d'administration pour la gouvernance de l'association. Ces contributions ne sont pas valorisées.

7.3 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

7.3.1 Honoraires des commissaires aux comptes

	ORCOM
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	10 276
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	10 276

FIBOIS CENTRE VAL DE LOIRE
Association
Siège social : 2163 AVENUE DE LA POMME DE PIN
45075 ORLEANS CEDEX 2
SIRET : 40875052900039

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A L'APPROBATION
DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2024

À l'Assemblée Générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées visées à l'article R.612-5 du code de commerce, qui ont été passées au cours de l'exercice en application de l'article R.612-7 dudit code.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à ORLÉANS, le 2 juin 2025

Le Commissaire aux comptes

ORCOM AUDIT



Thomas VATINEL

Associé